

Procédure de don alimentaire en cas de non-conformité de livraison



En cas de rejet des prestations par le pouvoir adjudicateur tel que précisé à l'article 7 du CCAP, les denrées concernées peuvent faire l'objet d'un don, dès lors qu'elles sont propres à la consommation (catégorie non-conforme, défaut d'étiquetage, certification, denrées hétérogènes, provenance différente, fardage pour la part consommable, fraîcheur selon le cas, calibre manifestement non-conforme, conditionnement selon le cas).

Juridiquement, le CCAP prévoit dans son article 7 que les denrées rejetées par l'acheteur et que le fournisseur n'aura pas repris dans le délai de un jour ouvré, pourront être données à un organisme « solidaire ».

Il convient que la personne morale dont dépend l'acheteur ait valablement délibéré cette possibilité en Conseil d'administration.

Le texte de la délibération pourra être :

« Le Conseil d'administration de l'EPLÉ XXXXX approuve, sous réserve d'une part, du respect des termes de la procédure de marché public relative à l'achat de fruits, légumes à l'état frais et soupes, et d'autre part, des conditions de sécurité sanitaire, qu'en cas de non-conformité de livraison aux torts du titulaire ayant mené à prononcer une décision de rejet pour laquelle le titulaire n'aura pas procédé au retrait des marchandises incriminées, que celles-ci soient données gracieusement à un organisme d'aide sociale en lien avec l'alimentation.

Tenant compte de la présence de tels organismes sur le périmètre de la commune, le Conseil d'administration de l'EPLÉ XXXXX décide que ces dons seront attribués par ordre de priorité et selon les possibilités de retrait au cas par cas à :

- xxx ;
- xxx ;
- xxx.

Une convention de principe sera établie pour une durée de 1 an, correspondant à l'année scolaire.

Chaque don fera l'objet de la signature par les deux parties d'un document horodaté qui retrace précisément l'objet du don et les quantités données. »

Nota bene :

- Il appartient à chaque adhérent au groupement d'acheteurs, ou pouvoir adjudicateur, de délibérer individuellement sur cette question et faire le choix des organismes bénéficiaires.